

— Des escarmouches à Plogoff

— Des lycéens brestois manifestent

— Des prises de position

QUIMPER. — Une grand-mère octogénaire ramenant un callou pour le donner à un jeune manifestant qui le lance sur les gendarmes mobiles escortant le retour de la camionnette-mairie annexe. Une jeune femme de Plogoff suspectée d'être « pro-nucléaire » recevant des insultes et menaces. Ce sont là deux scènes qui illustrent le climat à Plogoff. D'ailleurs c'est essentiellement à Plogoff et non dans les trois autres communes concernées que cette enquête d'utilité publique amène chaque jour effervescence, affrontements avec, comme hier soir encore, échange de pierres et de grenades lacrymogènes.

Des affrontements brefs mais violents à nouveau hier soir, au départ des mairies annexes

PLOGOFF. — De brefs mais violents affrontements ont marqué hier soir, à nouveau le départ des fourgonnettes mairies-annexes, ainsi que des camions et cars des gendarmes mobiles de Plogoff. Durant un bon quart d'heure, c'est même une véritable scène de combats de rues que l'on a vécue aux abords de la chapelle Saint-Yves, où sont stationnées les mairies-annexes.

Tirant enseignement des échauffourées surprises de la veille, les forces de l'ordre avaient pris quelques dispositions particulières pour la journée d'hier. Elles avaient, entre autres, placé une aile de barrières métalliques devant les mairies annexes pour éviter contacts et bousculades avec les membres du comité d'accueil qui battent la semelle du matin au soir devant le cordon policier. Des manifestants avaient de leur côté déversé durant la nuit 3 tonnes d'un épais lisier à l'emplacement des mairies annexes, où ont patrouillé toute la journée les gendarmes mobiles. Hier, seules deux personnes étaient autorisées à passer simultanément derrière les barrières. Le comité de vigilance, lui, n'a cessé de s'efforcer tout au long de l'après-midi, et plus particulièrement à l'approche de l'heure du départ des camionnettes. Hier, ils étaient peut-être plus de 200 massés aux abords de la chapelle Saint-Yves.

À 17 h, alors que les gendarmes mobiles, casqués et boucliers au poing, s'approprient à protéger le départ des fourgonnettes sous la surveillance d'un hélicoptère, des manifestants ont commencé à jeter divers projectiles, pots de yaourt remplis de peinture, mais aussi des pierres, des bouteilles... Réplique des forces de l'ordre, des tirs nourris de grenades lacrymogènes. L'affrontement s'est prolongé un bon quart d'heure. Le temps que les gendarmes n'embarquent les barrières métalliques qu'ils avaient apportées le matin. Réfugiés parmi les landes, dans une parcelle bordant la route, les manifestants n'ont pu être éloignés toutefois par les gaz lacrymogènes. C'est finalement derrière un épais rideau de gaz, et sous des jets nourris de pierres que les forces de l'ordre sont parties. Un canon à eau était aussi sur place mais n'est pas intervenu. Une fourgonnette mairie-annexe a eu la vitre arrière cassée, et un gendarme son bouclier brisé en deux morceaux, ce qui témoigne de la violence des affrontements.

Il est à craindre désormais, à Plogoff, que l'heure du départ des camionnettes mairies-annexes n'indique aussi, chaque jour, l'heure des échauffourées...

Un agriculteur pris de malaise évacué par hélicoptère

De retour d'opération, l'hélicoptère s'est posé aux alentours de Kervaguen, près de Meil-Kerharo, en Cléden, pour prendre à son bord, un agriculteur pris de malaise, et le conduire à l'hôpital de Douarnenez. C'est la colonne des mailles, en remontant, qui a découvert l'agriculteur au volant de sa voiture dans un fossé. Il s'agit de M. Jean-Marie Dagostino, de Goulien.

Il convient enfin d'indiquer que, hier à Plogoff, une personne a déchiré une page du registre d'enquête. Il s'agit d'un Audiarnais qui s'y est pris à deux reprises : la première fois en inscrivant un grillo-bouillis sur la page ; il est ensuite retourné dans la camionnette et a, cette fois, déchiré dans le sens de la longueur la première page du registre, qu'il a emportée et donnée aux autres manifestants proches. Il s'en est suivi une bousculade aux alentours des fourgonnettes.

La Bergerie : démolira pas ?

Démolira ? Démolira pas ? C'est un peu la question qui revient le plus souvent sur les lèvres à Plogoff, à propos de la Bergerie du Groupement foncier agricole, après l'ordonnance de destruction prononcée par le tribunal de Quimper, lundi. Symbole de la lutte anti-nucléaire locale, la Bergerie

avons demandé ce qu'ils pensaient des derniers événements. Certains étaient absents. D'autres comme Jean Gabillic, maire d'Audierne, nous ont déclaré : « Je ne souhaite pas en parler ». Singulier. Enfin, Guy Guermeur appelle de ses vœux le retour à la sérénité pour cette « population passionnée et passionnante ».

Dans le même temps un millier de lycéens manifestaient à Brest leur hostilité à la centrale.

« En tant que conseiller général, je regrette trois choses essentiellement : « 1° L'information objective de la population a été négligée ou refusée par les Pouvoirs publics malgré les efforts incessants de notre part depuis quatre ans. On a laissé se développer des actions de propagande sans qu'il y soit répondu. »

« 2° Une coopération intercommunale n'a pas pu se réaliser autour de ce projet et en toute sérénité. La passion a remplacé la concertation de gens adultes et responsables. »

« 3° Le dégoût égoïste la démission des responsabilités face à l'activisme des groupes de pression. Les élus locaux

Ce qu'ils en pensent...

Guy Guermeur : « Malgré l'activisme électoral local »

Nous avons pu joindre hier à Rennes, au conseil régional, le député Guy Guermeur. Il ne s'est pas dérobé à nos questions « à chaud ».

« En tant que conseiller général, je regrette trois choses essentiellement : « 1° L'information objective de la population a été négligée ou refusée par les Pouvoirs publics malgré les efforts incessants de notre part depuis quatre ans. On a laissé se développer des actions de propagande sans qu'il y soit répondu. »

« 2° Une coopération intercommunale n'a pas pu se réaliser autour de ce projet et en toute sérénité. La passion a remplacé la concertation de gens adultes et responsables. »

« 3° Le dégoût égoïste la démission des responsabilités face à l'activisme des groupes de pression. Les élus locaux

son équilibre énergétique, des effets sur l'emploi pour la région d'une centrale nucléaire. Il est aussi question de « l'intolérance », des « violences et pressions » faites sur la population pour lui interdire de s'exprimer.

Aussi, dans cette résolution, Guy Guermeur demande-t-il au conseil régional de rappeler sa position et à l'Etat de renouveler son engagement à respecter la charte donnant la priorité du chantier aux entreprises et aux travailleurs de la région.

« Nous approuvons, nous a dit encore Guy Guermeur, la position du président de la République et nous le soutenons pour qu'il conduise, d'urgence et sans faiblesse, malgré l'activisme électoral local, le programme d'équipement nucléaire tel que la majorité l'a voulu parce qu'indispensable à la France et à la Bretagne. »

Et Guy Guermeur d'expliquer et de commenter le projet de résolution que lui et ses amis politiques doivent déposer au conseil régional, lundi prochain.

Dans les considérations économiques et sociales, il est question de la priorité d'une énergie nucléaire pour libérer la France de la dépendance pétrolière, de l'importance économique pour la Bretagne et

comme celui de l'agriculture de notre département ou de notre région, dépend avant tout de la politique agricole qui sera menée dans le pays (loi-cadre).

« 3° L'enquête d'utilité publique est une enquête-bidon. Quels que soient son contenu et son issue, elle n'aura aucune influence sur les décisions passées et futures. Elle ne fera qu'échauffer l'esprit des gens par son encadrement policier. »

Pour la Fédération du Finistère du P.S., « la présence permanente des gendarmes mobiles bafoue la dignité des habitants du Cap et illustre le mépris du régime giscardien pour la manifestation de la volonté populaire ».

En réponse à un communiqué du P.C.F. parlant « d'un certain climat de violence et de

haine », le P.S.U.-Bretagne estime que ses militants « aux côtés des habitants de Plogoff, mercredi soir, peuvent mieux témoigner que ceux qui n'y étaient pas... Quel jeu le P.C.F. joue-t-il ? Suffit-il de penser que certains de ses responsables ont simplement perdu la tête ? »



PLOGOFF. — Un départ laborieux pour les camionnettes mairies-annexes, ponctué par des escarmouches entre Plogoffistes et gardes mobiles.

(Photo Noël Guiriec.)



La Bergerie : « Il n'y a qu'à laisser venir »

du G.F.A. avait été édifée tout au long du mois d'août, l'an passé, par plusieurs dizaines de bénévoles sur une des parcelles convoitées par l'E.D.F., à Feunteun Aod, pour la construction de la centrale nucléaire.

C'est un bâtiment d'exploitation de 20 mètres de longueur, m en parpaings, toit en évier de ciment, largeur 8 mètres, avec couloir central d'alimentation des animaux. La construction a été entreprise par des bénévoles ; le G.F.A., promoteur, n'a eu donc qu'à payer les matériaux, soit environ une dépense de 40 000 F (en tenant compte également des frais de clôture du site). Une somme minime pour un bâtiment de cette importance, à laquelle il faut cependant ajouter les 10 000 F de frais d'achat de 2 500 mètres carrés de terrain de la parcelle où il est édifié.

Eugène Perrot le gérant : une condamnation de principe

Du côté du G.F.A., on se montrait, hier, peu ému par l'ordonnance de démolition. « C'est une condamnation de principe. Il n'y a pas de délai de fixé ; pas d'astreinte non plus, nous a déclaré Eugène Perrot, l'un des deux gérants condamnés. Quant à l'amende, elle est minime, a-t-il poursuivi, et il fallait le prévoir dans ce genre de procès politique ». Interrogé sur l'éventualité d'un appel du jugement par le G.F.A., M. Perrot a déclaré qu'il

ne préjugait pas de la décision qui serait prise. Non moins serein se montrait le berger, Alain-Pierre Condette, hier après-midi, alors qu'il labourait une parcelle à deux pas, précisément, de la Bergerie, objet du litige.

« La destruction, c'est déjà tout vu, nous a-t-il répondu en souriant. Il n'y a qu'à laisser venir, et puis nous envisagerons, nous aussi, notre petite réplique à ce jugement ».

La préfecture : expectative

Du côté de la préfecture (le préfet était au conseil régional),

Faits divers

Ploneis

Un jeune cyclomotoriste grièvement blessé

PONT-L'ABBÉ. — Un jeune cyclomotoriste, Stéphane Deudé, 14 ans, demeurant à Kergaben, en Ploneis, a été grièvement blessé, hier soir, dans un accident de la circulation, route de Quimper à Douarnenez, entre Ploneis et Kergaben.

Il roulait au sein d'un groupe de jeunes gens à cyclomoteur, vers 17 h 15, en direction de Quimper ; alors qu'il amorçait une manœuvre de dépassement, la roue de cyclo

on affirme à propos de la décision du tribunal ordonnant la démolition de la Bergerie, attendre la modification officielle du jugement. C'est donc une expectative de prudence plusieurs fois manifestée par le préfet M. Jourdan, qui « entend faire tout pour que l'enquête d'utilité publique se poursuive dans les meilleures conditions de liberté et de calme ».

Dans le même temps, les services officiels de la préfecture font état de plusieurs appels téléphoniques d'habitants de la région s'inscrivant à l'enquête parcellaire et manifestant leur difficulté à venir s'informer dans les mairies annexes, vu le contexte.

Les syndicats d'exploitants agricoles de Pont-Croix : trois questions

L'Union cantonale des syndicats d'exploitants agricoles de Pont-Croix s'est réunie le 1^{er} février, à Esquibien. Six syndicats locaux sur huit étaient représentés. Les événements actuels concernant la centrale nucléaire nous amène à nous exprimer sur trois points :

« 1° L'information est toujours très incomplète. Si la centrale voit le jour, on connaît aujourd'hui son impact sur la commune de Plogoff, mais pour les autres communes, l'imprécision est totale. Cette constatation amène trois questions : Où sera exactement situé le couloir de lignes ? Qu'advient-il des routes et lesquelles seront élargies ? Où et comment seront logés les travailleurs ? Finalement, quelle sera l'emprise exacte en dehors de Plogoff ?

« 2° La centrale nucléaire n'aura aucune influence bénéfique sur l'avenir des exploitants agricoles du Cap. Le devenir de l'agriculture du Cap-Sizun, tout

comme celui de l'agriculture de notre département ou de notre région, dépend avant tout de la politique agricole qui sera menée dans le pays (loi-cadre).

« 3° L'enquête d'utilité publique est une enquête-bidon. Quels que soient son contenu et son issue, elle n'aura aucune influence sur les décisions passées et futures. Elle ne fera qu'échauffer l'esprit des gens par son encadrement policier. »

Pour la Fédération du Finistère du P.S., « la présence permanente des gendarmes mobiles bafoue la dignité des habitants du Cap et illustre le mépris du régime giscardien pour la manifestation de la volonté populaire ».

En réponse à un communiqué du P.C.F. parlant « d'un certain climat de violence et de

1 500 lycéens en grève hier ont défilé dans les rues de Brest

Nouvelle manifestation cet après-midi avec les étudiants

BREST. — Le mouvement est parti de Kérichen. Le matin, s'y était tenue une assemblée générale qui regroupait près de 500 élèves des trois lycées (enseignement général, économique et technique). Il était décidé d'une journée de grève et l'organisation d'une manifestation pour l'après-midi. Des contacts étaient pris avec les autres lycées de la ville afin que soient mis sur pied des « comités de soutien à Plogoff ».

En début d'après-midi, toujours à Kérichen, partait un défilé d'un millier de personnes en direction du lycée de Saint-Marc. La jonction faite, ce sont 1 500 lycéens qui descendaient la rue Jean-Jaurès pour un premier siting devant les locaux de la subdivision E.D.F., première cible désormais des opposants au nucléaire. Les respon-

sables de la subdivision ayant été prévenus, les manifestants trouvaient les rideaux de fer baissés.

Après avoir rappelé l'opposition à la construction de centrales nucléaires, un membre du collectif antinucléaire de Brest invitait les lycéens à se rendre à Plogoff « en cas d'événements graves » et, pour l'heure, d'œuvrer par tous les moyens pour se faire entendre : pétitions, renvoi des cartes d'électeurs, etc.

Puis les manifestants se rendaient devant la mairie où avait lieu le second siting sur la chaussée. « Chacun de nous doit apporter sa part de projet afin d'échapper à l'illogisme de la croissance aveugle », déclarait en substance un porte-parole des lycéens qui rappelait « les dangers de l'atome ».

« L'atome », il demandait que dans chaque lycée soient créés des comités de base : « Les initiatives ne doivent venir que des lycéens et pas d'ailleurs... Nous devons prendre en charge notre avenir. »

Avant la dislocation, les lycéens étaient invités à participer à la manifestation de cet après-midi avec les étudiants.

La municipalité de Brest a autorisé le collectif antinucléaire à banderole qui porterait l'inscription : « Non au nucléaire à Plogoff et ailleurs ». L'accrochage devrait se faire aujourd'hui, à hauteur de la subdivision E.D.F.

